

# MUNGONGO



Bimensuel 27 juillet 2009

N°1 200 FC

## Mettre fin aux violences dans les stades

**Faute de sportivité des fans, d'ignorance et de mauvaise interprétation des règles du jeu par les officiels des matchs, ceux-ci dégénèrent souvent en violences destructrices. Une situation qui a contraint à l'arrêt du championnat et à la désertion des spectateurs. Des mesures énergiques permettraient d'y remédier.**



crédit photo : photo Mugongo

Projecteurs cassés, tubes sautés, tuyaux et meubles cassés, les biens des spectateurs endommagés, les violences qui surviennent régulièrement au stade Lumumba de Kisangani font de gros dégâts. Lorsque les supporters ne sont pas d'accord avec les décisions des arbitres, la situation dégénère rapidement. Le championnat de la ville a été interrompu par deux fois ces derniers mois par les autorités.

Le terrain de foot n'est plus aujourd'hui un lieu de loisir mais plutôt un lieu de bagarre, de jeux de lance-pierre. Un arrêté urbain a du être pris le 25 mai pour suspendre le championnat suite à plusieurs

incidents "portant atteinte à la quiétude de la population, à la santé physique des officiels, allant jusqu'à la destruction du patrimoine du stade, coups et blessures volontaires et/ou la mort d'homme". Les Boyomais amoureux du ballon rond jurent aussi de ne plus aller au stade car, disent-ils, ils y ont perdu leurs biens : motos brûlés, téléphones volés... Ils regrettent aussi la dégradation du stade qui venait d'être réhabilité, il y a à peine un an et demi.

"Ce stade nous a coûté un million de dollars pour sa réhabilitation, on ne doit plus supporter qu'il soit détruit" : le gouverneur de province Médard »

*suite p.2*

### ÉDITO

Mugongo est un nouveau journal, pas un journal de plus à la vie éphémère, un journal novateur bâti pour durer au-delà des deux ans du projet financé par le DFID, la coopération britannique, qui le soutient. C'est une école pratique pour les jeunes journalistes qui terminent leurs études et qui y travaillent comme de véritables professionnels se confrontant aux lecteurs, au rythme d'un vrai journal, à ses contraintes mais aussi à ses satisfactions. C'est une école aussi parce que, ce journal se veut différent : il traite des sujets sans parti pris, sans flatter ou critiquer ou condamner, une pratique courante dans les médias actuellement. Il se veut proche des citoyens, de leurs soucis, de leurs initiatives en montrant ce qu'ils vivent, en l'expliquant afin que chacun, habitants de Kisangani, et de la province Orientale et autorités, puisse se faire son propre jugement et agir. Une condition nécessaire pour faire avancer la démocratie et l'Etat de droit au sein de la société, dans la Province Orientale et en RD Congo...

Pour vivre, un journal a besoin de ses lecteurs, de leur avis, de leurs suggestions, de leurs critiques aussi. Il a aussi besoin de leur soutien financier. En achetant ce journal, vous assurerez son indépendance. Mugongo sera alors véritablement votre journal.

### A LIRE EN PAGE...

**1** Mettre fin aux violences dans les stades

**2** Zando ya bitula : vendre plus aux dépens de l'hygiène

**3** Sachets recyclés : une affaire parfois malsaine

**4** Unikis : La salubrité des homes des étudiants est l'affaire de tous

Aucaï a mis en garde le 20 juillet les dirigeants de football au cours d'une réunion avec la Fédération, la Ligue et l'Entente.

### Ignorance des lois sportives

Pour J. Basumukange, le chef de bureau urbain des sports et loisirs, "les équipes qui entrent en course pour le championnat et leurs états-majors, les officiels du match sont ignorants des lois sportives". Pour lui, un séminaire pour vulgariser les lois devrait être organisé. "C'est la bonne manière d'apaiser les esprits et d'éviter toutes les conséquences fâcheuses que j'observe au stade", souligne-t-il.

La complaisance dans la prise de décision ou dans l'application des règles sportives sont liées au fait que certains dirigeants sportifs sont en même temps présidents d'équipe. "Comment un tel dirigeant va prendre des mesures efficaces pour sanctionner son propre camp. Le sentiment de vouloir soutenir l'une et lâcher l'autre est souvent visible", explique Mardochée Ramazani et Papy Omambo, tous deux présidents des fans clubs des grandes équipes de la ville T.S Malekesa et A.S. Nika. Le championnat de l'Entente urbaine de football de Kisangani vient ainsi de se terminer avec deux comités parallèles. Certains dirigeants appliquent en effet les règlements sportifs en les interprétant de manière à donner raison aux équipes qu'ils soutiennent.

### Punir les fauteurs de trouble

Selon Paul Olenga, le chef de division Sports et loisirs, "les grandes équipes digèrent mal les défaites et c'est trop souvent au cours de leur rencontre

l'une ou l'autre que les violences surgissent. Ce n'est pas ça le sport, elles manquent de sportivité et de fair-play, car dit-on, dans un match il n'y a que 3 résultats : le nul, la victoire ou la défaite." Cette situation peut bloquer la promotion du football à Kisangani et le stade risque de ne pas être homologué par la confédération africaine de football (CAF) pour accueillir des compétitions internationales; ce qui est un manque à gagner pour la Province.

Pour Mardochée et Papy : "bien sûr que les bus octroyés par l'autorité provinciale à nos deux équipes nous attirent pas mal d'ennuis. Lorsque nous jouons, les fans de petites équipes s'infiltrant. Parfois ils cassent, brûlent, emportent... tout cela est mis à notre charge. La commission de discipline, la sécurité sont parmi les grandes causes de violences au stade." Pour remédier à cette situation, JB conseille qu'il y

ait, avant le début de tout championnat, des états généraux des sports, auxquels assisteraient toutes les parties engagées pour dresser une marche à suivre. L'Officier du Ministère public (OMP) doit être partie prenante et assister dans toutes les rencontres pour constater les infractions et, dit-il, pourquoi pas traduire les auteurs en justice pour répondre de leurs actes. Les présidents des fans club des équipes prônent de recycler les officiels du match et appliquer les règlements sportifs allant jusqu'à la suspension des parties mises en cause d'une manière expresse ou tacite.

Dépêché à Kisangani le 16 juillet, Laurent Kwim de la Fédération congolaise de football a indiqué que celle-ci envisage de transférer les rencontres internationales à Kisangani pourvu que le faire-play y règne. «

**Nadia Mideso et Daniel Lokulu**

## Zando ya bitula : vendre plus aux dépens de l'hygiène

**Le marché ferme trop tôt pour les commerçants qui continuent à vendre dans la rue installant leurs marchandises exposées à la poussière et à la saleté. Pourtant elles ne manquent pas de clients.**

Vendeuses assises à même le sol, riz, fufu de manioc et de maïs, poissons salés et même viande de porcs et de chèvre, étalés à ciel ouvert, exposés à la poussière... Les commerçantes s'installent dans la rue dès la fermeture du marché central à 16 h et y restent jusqu'à 20 h sur l'avenue du

marché devant le magasin Allah Kabo. Le maire de la ville s'efforce de lutter contre ce marché nocturne communément appelé "zando ya bitula", mais sans grand succès.

Pour les mamans vendeuses, ce qui compte ce n'est pas le respect de l'hygiène et de la loi, l'essentiel, c'est »

**» suite p.3**

## ACTUALITÉS

### Démocratie

Elections locales, la révision du fichier électoral va bientôt démarrer en province Orientale. En cas de perte de la carte d'électeur, présentez-vous aux bureaux administratifs des communes pour recevoir une attestation de perte.

### Agriculture

31 tracteurs agricoles neufs et 34 machines de trans-

formation des fruits en jus remis au gouvernement de la Province Orientale ce 11 juillet 2009 par le gouvernement central. Ils sont destinés à la création des centres de mécanisation agricole dans les 24 territoires de la Province.

### Etat de droit

A l'occasion du 49<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance, célébré le 30 juin 2009, le

gouverneur de province Médard AUCAI est revenu avec insistance sur la suppression des barrières sur toute l'étendue de la province. Surtout le long du fleuve Congo.

### Transport

Un nouveau souffle dans le transport en commun à Kisangani avec l'acquisition par le gouvernement central de huit nouveaux bus d'une capacité de trente personnes.

Mais les Toleka ont encore du travail...

### Gouvernement

Rentrée parlementaire du 15 juillet 2009, le président de l'assemblée provinciale invite fermement le gouvernement provincial et les députés à ne pas céder aux tendances ségrégationnistes et divisionnistes des districts, territoires et des collectivités.

de vendre leurs marchandises afin de faire vivre leurs foyers. Et cela n'importe comment et n'importe où déclare Maman Matchozi, vendeuse de poissons frais. "Pourquoi dois-je être chassée alors que je n'ai pas encore vendu grand-chose", s'interroge aussi Jolie Folo, vendeuse de viande fraîche, regrettant d'être arrivée au marché à l'heure de la fermeture et qui veut liquider sa viande au marché nocturne de peur qu'elle ne pourrisse.

### Venir tôt pour fermer tôt

"Le temps de vente est trop court ; nous ne gagnons rien la journée. Parce que nous n'avons pas des places à l'intérieur du marché, et encore nos maris n'ont pas d'emplois", dit Nathalie Oleli, vendeuse de pains qui, elle, passe la journée dans la rue. Mado, vendeuse de fufu, vient tout juste à l'heure de la fermeture parce que avant midi, elle passe tout son temps à la recherche de manioc secs et au moulinage. En outre au marché nocturne elles échappent aux différentes taxations.

Les clientes qui attendent que leurs maris leur apportent quelques sous le soir pour pouvoir acheter à manger pour leur famille apprécient aussi de pouvoir se rendre au marché tardivement.

Mais, en plus des embouteillages que provoquent ces étalages dans la rue, l'absence d'hygiène est le plus gros problème et peut causer des maladies comme la typhoïde. Mais au de l'hygiène, les mamans ont la tête dure déclare le chef du service d'hygiène du marché et ne veulent rien entendre. Les policiers essaient bien de chasser les vendeuses ou de confisquer leur marchandise, peine perdue, elles reviennent toujours et ils ne sont pas assez nombreux pour les poursuivre toutes.

Bien que la majorité des vendeuses soit contre la fermeture du marché si tôt, Hortense, vice présidente des mamans vendeuses du marché et Ghislaine Muadi, vendeuse du sucre et du sel, soutiennent l'idée de la fermeture du marché à temps pour que ces femmes rentrent à la maison pas trop tard. La vice présidente demande aux vendeurs de venir à temps à l'ouverture du marché et aux autorités qui gèrent le marché de renforcer le dispositif sécuritaire pendant la fermeture. «

Cosmas Mugazi



## Sachets recyclés : une affaire parfois malsaine

**Peu hygiéniques, les sachets recyclés vendus par les enfants de la rue sont cependant utilisés par de nombreuses vendeuses du marché car ils sont peu chers. Quant aux jeunes, ils en vivent, faute de mieux.**

Assis au bord du fleuve de jeunes enfants trient des sachets en plastiques qu'ils ont ramassés dans les rues, les caniveaux, les poubelles. Ce sont souvent des sachets dans lesquels on vend de l'eau congelée. L'opération de recyclage débute par le classement de ces sachets d'après leur degré de déchirures. Puis les enfants dénouent, souvent à la dent, ces sachets sales avant de les laver à l'eau et au savon dans le fleuve. Ensuite, ils les plient par paquets de 5 qu'ils vendront ensuite 10 fc dans les marchés de la ville.

Ces sachets recyclés vendus par les jeunes enfants de la rue remplacent désormais souvent les sachets neufs plus coûteux ou les feuilles d'emballages sauvages devenues rares et chères (600 fc la pile). Pour Maman Bebe, vendeuse de tomates fraîches, les sachets

recyclés sont rentables car 3 sachets neufs valent 20 fc. Elle, comme madame Esther, une acheteuse, ne s'inquiète de pas du tout de l'hygiène de ces sacs. Folo Batoto Véronique, vendeuse d'huile, est plus attentive. "Je mets de l'huile dans un sachet neuf et le recyclé au dehors", affirme-t-elle.

Certaines vendeuses refusent de les utiliser. "Je ne sers pas mes clients dans ces sachets recyclés car ils proviennent d'endroits malsains ; ils peuvent causer des problèmes de santé", estime madame Charly, vendeuse au marché situé devant la cathédrale notre dame de Kisangani.

Les enfants eux y trouvent leur compte. Ils disent gagner 1000 à 1500 fc par jour en vendant ces petits sacs. "J'utilise mes sous pour me procurer de la nourriture et le reste pour acheter des

habits", témoigne Héritier Ngumbi, un de ses enfants de la rue rencontrée au Beach bac le long du fleuve Congo. Levier qui vit lui avec sa famille explique en souriant : "Je conserve une partie de mon argent auprès de notre voisine et je ne dis rien à ma mère. Après avoir accumulé un montant je ferai un petit commerce". Tous ces jeunes ne peuvent aller à l'école faute de moyens et ils survivent en vendant ces sacs, ce qui est mieux que voler, estiment-ils.

En tous cas, ces enfants ne manquent pas de matière première. Depuis que la route Kisangani-Béni est devenue accessible, les sachets neufs arrivent en masse et se retrouvent nombreux à souiller les rues et les places publiques... «

David Malisi

# Unikis : La salubrité des homes des étudiants est l'affaire de tous

Toilettes bouchés, fosses septiques débordantes, ordures, flaques puantes, l'insalubrité des homes des étudiants de l'Unikis et de leurs alentours est grave et cause de nombreuses infections. La négligence des étudiants, la surpopulation des bâtiments, le manque de moyens de l'administration, tout concourt à cette déplorable situation.

En sortant de leurs cours, un groupe d'étudiants se bouche le nez en passant derrière la résidence des garçons, Boyoma II (BII) de l'Unikis, tellement l'odeur des fosses septiques et des matières fécales est insistante. Des nuées de mouches rôdent autour des poubelles, des flaques d'eau boueuse où baignent des sachets : le spectacle est repoussant. "C'est un paradoxe de voir les étudiants et étudiantes qui sortent des chambres tirés à quatre épingles et exhalant un bon parfum", constate ironiquement Patrick, un étudiant qui habite la cité. Louis, un étudiant interne témoigne que, dans leur chambre, ils sont obligés de "partager la petite pièce avec des rats faute de propreté de notre part".

A la résidence Wagania, les cuves noirâtres des toilettes dégagent une odeur qui dégoûte un étudiant externe de se soulager. "Ce qui décourage", confie un des pensionnaires de ce home, c'est que "ceux qui utilisent les toilettes ne prennent pas le soin de verser de l'eau". Certaines cuves sont remplies, comme à la résidence Shaumba et d'autres n'évacuent presque plus car les conduits d'eau sont bouchés. "Nous avons extrait des tuyaux de canalisation une dizaine des slips et des linges lors de l'entretien" témoigne Augustin Ayumba, gestionnaire du BI, "c'est ce qui bloque le passage de l'eau vers les fosses septiques". En outre la tuyauterie date de 1970 et n'a jamais été remplacée comme le reconnaît Roger Onyumba, directeur des œuvres estudiantines. Il n'y a jamais eu de travaux de réhabilitation. "L'affaissement des bâtiments a coincé les tuyaux de canalisation au point que rien ne peut passer".

## Une surpopulation catastrophique

Destiné initialement à accueillir 900 étudiants, le campus en loge trois ou quatre fois plus, ce qui complique encore plus la situation. Par exemple "la capacité d'accueil du BI est de 180 étudiantes pour 60 chambres. De nos jours, une chambre reçoit 3 étudiants régulièrement inscrits et 3 sous logées, faites le calcul...". "Mais nous n'avons pas le choix... c'est pour des raisons humanitaires que nous les maintenons, car certains n'ont pas où aller..." affirme le gestionnaire de BI. Dans ces conditions l'hygiène se dégrade peu à peu causant des problèmes de santé, comme en témoigne cette étudiante en terminale : "J'ai déjà été victime



d'infections et les autres le sont mais il est difficile d'en parler". Une autre explique : "On attrape les infections des suites des contacts avec les cuves malpropres encore que on prend bain l'eau restante est versée dans les cuves".

## 1 \$ par mois de loyer

Certains pensionnaires font cependant des efforts. De petites organisations se font jour au sein des homes. "Nous demandons 100 fc par pensionnaire pour engager un ouvrier qui assainira les alentours du home", explique le vice maire de BII, Blaise Zagi. Avec les 9 agents prêts à la retraite dont dispose l'Université pour l'entretien de 5 résidences, il est impossible de les maintenir en bon état. "Nous n'avons pas de subsides de fonctionnement de l'Etat, et le 1 \$ de loyer par mois que les étudiants paient ne suffit pas, argumente le DOE, visiblement touché. Augmenter les frais de logement à 5 \$ pourrait contribuer à améliorer la situation." Des étudiants interrogés ne seraient pas opposés à cette augmentation si leurs conditions de logement sont améliorées.

Mais, rassure le gestionnaire de BI lors d'une visite guidée, "avec le peu qu'on a, on commence d'abord par le vidage des fosses septiques et le nettoyage des tuyaux de canalisation du BI suivra le tour des autres résidences".

Cependant il est aussi nécessaire de faire prendre conscience aux étudiants de leurs responsabilités dans cette situation et de prendre des mesures punitives contre les contrevenants : exclusion temporaire du home, confiscation du matelas... "Nous pensons aussi que nous concerter avec les pensionnaires en vue de réfléchir sur un plaidoyer auprès de l'Assemblée provinciale pourrait changer la donne" conclut, confiant, le DOE. «

**Trésor Boyongo et Dorcas Mayani**

### Mugongo

Journal école

### Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

### Equipe rédactionnelle : Trésor

Boyongo Kaya, Daniel Lokulu,

David Malisi, Dorcas Mayani,

Nadia Midesso, Cosmas Mungazi

### Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

### Distribution et marketing :

Jimmy Bakelenge

### Adresse (provisoire) :

33, Boulevard Mobutu,

Commune Makiso,

en face de l'AFRACO

Tél : (+243) 81 20 06 399,

(+243) 85 356 02 07

Mail : journal\_mungongo\_kis@

yahoo.fr

### Supervision et formation

Syfia international

Mail : contact@syfia.info

Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

### Impression : Boyoma Culture

Abonnement annuel

(24 numéros) 10 \$,

abonnement de soutien 100 \$

minimum payable au 33, Boulevard

Mobutu, Commune Makiso,

en face de l'AFRACO,

Kisangani, Province Orientale.

Points de vente : Bibliothèque

centrale et Cyber café Batam de

l'Unikis, Librairie Saint Paul, Gradi-

Jeunes et Rond point du Canon

(voir le revendeur fourniture bu-

reau à côté de la station essence).